

L'inflation

Une voix: Lequel?

M. Abbott: A l'heure actuelle, on n'entend plus beaucoup parler de contrôle des prix et des salaires.

Une voix: Quel est donc le critique financier du parti conservateur cette semaine?

M. Abbott: Je l'ignore; ils ont la vie si courte. Le seul parti à prendre est celui qu'ont choisi la Grande-Bretagne et les États-Unis et qui consiste à freiner l'inflation. Contrairement aux autres pays qui sont aux prises avec un énorme problème, nous avons les moyens de maintenir, voire d'améliorer notre niveau de vie au cours des deux ou trois prochaines années. Que nous y arrivions ou non dépendra de la volonté collective de s'entendre des divers secteurs de l'économie. Pour reprendre une déclaration récente du ministre des Finances:

● (1720)

On ne demande à personne de s'imposer volontairement des privations. Je dis seulement que notre sort commun sera infiniment meilleur, et non pire, si nous savons collaborer pour limiter nos exigences à l'égard de l'économie.

Ces propos sensés ont été tenus dans la ville de Toronto il n'y a pas longtemps. Ce pourra être encore plus vrai si un accord national aide à modérer tous les différends ouvriers pour nous permettre d'échapper au cycle de l'inflation. Il n'y a pas de réponse simple et rapide au problème de l'inflation. Inutile de critiquer le gouvernement parce qu'il essaye de négocier et de discuter ces questions avec les divers secteurs de l'économie. Inutile d'accabler d'insultes et d'injures le ministre des Finances parce qu'il met à exécution les politiques responsables prévues dans son budget et auxquelles les autres pays n'ont souscrit que plus tard. On ne réussira à supprimer définitivement l'inflation que par la persévérance et l'efficacité. Les gouvernements seuls ne peuvent absolument pas surmonter l'inflation. Chacun doit faire sa part. C'est ce consensus que veut obtenir le gouvernement. J'espère que l'opposition en reconnaîtra la valeur, comme celle des autres politiques que nous avons adoptées depuis les dernières élections.

Des voix: Bravo!

M. J. R. Ellis (Hastings): Madame l'Orateur, c'était un magnifique discours. Je comprends pourquoi les députés d'en face l'applaudissent. Il est cependant malheureux que ce ne soit pas son auteur qui le prononce.

Des voix: Oh, oh!

M. Ellis: Je suis ravi de participer à ce débat. Je n'ai aucune peine à appuyer les 14 premiers mots de la motion créditiste, qui sont les suivants:

Que cette Chambre déplore l'inaction du gouvernement dans la lutte contre l'inflation...

Je crois que la plupart des Canadiens le reconnaissent aujourd'hui. J'irais même encore plus loin. Non seulement le gouvernement actuel manque-t-il de vigueur dans sa lutte contre l'inflation, mais il est en train de devenir l'artisan de celui qui l'a conçue. Un ministère que je surveille de temps à autre est le ministère des Travaux publics. Il fait le travail d'artisanat et de conception du gouvernement. Ce ministère est l'un des principaux coupables. Récemment, en parcourant le budget, j'ai examiné les chiffres concernant certains édifices que le ministère des Travaux publics construit ou prévoit de construire. Le gouvernement pense-t-il réellement que nous allons croire que c'est l'inflation, qui entraîne ces chiffres? Je n'en suis

pas sûr et j'ai l'intention de m'en assurer. Permettez-moi de vous citer trois ou quatre exemples.

Le coût de construction d'un édifice du gouvernement du Canada, rue Sparks, à Ottawa, tout près d'ici, a augmenté de plus de 18 millions de dollars, soit 37 p. 100 de plus que les premières prévisions. Le coût d'un édifice du gouvernement du Canada à Ottawa, connu sous le nom de Numéro 8, a augmenté de 15 millions de dollars, soit de 57 p. 100. Le coût d'un garage de stationnement à Hull, au Québec, a augmenté de 71 p. 100. Finalement, un édifice du gouvernement du Canada, le Numéro 3, a augmenté de 147 p. 100, soit 58.7 millions de dollars. Nous savons que l'inflation est très forte. Nous savons que le coût de la construction a considérablement augmenté, mais on ne peut pas nous demander de croire que l'inflation est la cause de ces augmentations astronomiques. Le gouvernement a dû, à un moment ou à un autre, cacher quelque chose au public.

La suite de la motion n'est pas très difficile à comprendre non plus. Elle traite du fallacieux prétexte; l'inflation, un problème international. Lorsque le produit national brut augmente au faible taux indiqué par mon collègue le député de York-Simcoe (M. Stevens), s'agit-il d'un problème international? Je ne le pense pas. Il faut que la production augmente au Canada. Mon parti insiste sur cette nécessité depuis quelque temps. Certains de mes mandats aimeraient agrandir leur entreprise. Ils aimeraient augmenter leur production et essayer de stimuler l'économie en embauchant plus de travailleurs. Lorsqu'ils vont à la banque d'expansion industrielle, on leur demande un intérêt de 13 p. 100. On en est encore à ce taux d'intérêt usuraire, bien que le taux bancaire ait diminué. Quelle petite entreprise peut espérer s'agrandir avec un taux d'intérêt de 13 p. 100? Je n'en connais pas.

Sont-ce les pressions internationales qui obligent le gouvernement à supporter passivement les grèves illégales et à appuyer activement les augmentations inflationnistes? Je ne le pense pas. Je ne voudrais pas que mes amis à ma gauche, qui brillent par leur absence cet après-midi, pensent que j'attribue aux travailleurs la responsabilité des augmentations du budget du ministère des Travaux publics. Le budget total a augmenté de 23 p. 100. La majorité de ces augmentations sont dues à l'accroissement de la bureaucratie et aux hausses de traitement consenties aux cadres. Les salaires des travailleurs n'ont pas tant augmenté.

Le gouvernement a réduit un certain nombre de programmes de construction de bureaux, mais il a quand même gonflé son budget de deux fois le taux de l'inflation. Dans ses prévisions, il a parlé de réutiliser quelques anciens édifices. Franchement, je ne crois pas que ce soit une si bonne idée. En fait, je surveille attentivement la rénovation d'un certain édifice à Ottawa. Je l'ai à l'œil depuis le début des travaux. Cet édifice que l'on prépare pour y loger le nouveau ministère des Affaires urbaines n'était même pas acceptable au départ. Jusqu'ici on a dépensé 8,5 millions de dollars pour le réparer, soit 70 p. 100 de plus que prévu.

Le ministre des Finances nous a demandé de restreindre nos dépenses personnelles. Au prix où sont les choses aujourd'hui, nous devons faire preuve de modération. Quelqu'un a-t-il dit au premier ministre (M. Trudeau) de limiter ses dépenses? Dans le budget, je remarque que les réparations de l'édifice de l'Est où sont situés les bureaux du premier ministre ont coûté \$7,950,000. Vous pouvez construire un bel édifice à partir de rien pour environ 8 millions de dollars. Je doute fort que le travail qui se fera